



PREFECTURE REGION MARTINIQUE

## **Arrêté n ° 2013056-0003**

**signé par Préfet  
le 05 Mars 2013**

**PREFECTURE MARTINIQUE  
DALI  
DIRECTION SECRETARIAT**

Arrêté donnant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plateforme Chorus).



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

**SECRETARIAT GENERAL**

Direction des Affaires Locales et Interministérielles (DALI)  
Pôle des affaires juridiques et contentieuses (P.A.J.C.)

**ARRETE N° 2013056-0003 /DALI/P.A.J.C.**

donnant délégation de signature pour l'ordonnancement  
secondaire des dépenses et des recettes au sein du centre  
de services partagés interministériel (plateforme Chorus).

**LE PREFET DE LA MARTINIQUE**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

**Vu** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département modifié, notamment ses articles 20, 21-III, 38 ;

**Vu** la circulaire du Premier ministre n° 5397/SG du 1<sup>er</sup> juillet 2009 relative au déploiement territorial de l'application Chorus ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 mars 2011 nommant **M. Laurent PREVOST**, préfet de la Région Martinique, préfet de la Martinique ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 novembre 2012 nommant **M. Philippe MAFFRE**, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Martinique ;

**Vu** l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 22 décembre 2011 nommant **Mme Corinne BLANCHOT-SOLOFO**, directrice du travail, sous-préfète déléguée à la cohésion sociale et à la jeunesse auprès du préfet de la région Martinique ;

**Vu** la décision n° 134/DRI/BRH du 04 février 2011 nommant **M. Jean-Philippe PANCRATE**, agent contractuel de catégorie A, adjoint au chef de la plateforme Chorus ;

**Vu** la décision n° 1256/BRH du 15 décembre 2011 nommant **Mme Élisabeth CHONQUET**, attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du centre de services partagés interministériel (plateforme CHORUS) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 20113030-0003/DALI/PAJC du 30 janvier 2012 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plateforme Chorus).

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013056-0001/DALI/PAJC du 5 mars 2013 portant délégation de signature au secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013056-0002/DALI/PAJC du 5 mars 2013 donnant délégation de signature à **M. Philippe MAFFRE**, Secrétaire Général de la préfecture de Martinique en qualité d'ordonnateur secondaire des dépenses;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à **Mme Élisabeth CHONQUET**, attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, à l'effet de signer, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, au nom du préfet de la Région Martinique toutes les pièces relatives aux crédits relevant des attributions qui lui sont confiées ainsi que toutes correspondances à caractère financier et comptable s'y rapportant.

Dans ce cadre, elle est habilitée à signer les actes d'ordonnancement des crédits de l'État pour les programmes fixés en annexe 1 du présent arrêté.

Délégation lui est également donnée pour exécuter, sous Chorus, les décisions de dépenses prises par les services prescripteurs dont la liste est fixée en annexe 2 et pour les programmes joint en annexe 1.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Élisabeth CHONQUET**, la compétence qu'elle détient à l'article 1 sera exercée par **M. Jean-Philippe PANCRATE**, adjoint au chef de la plateforme Chorus.

**ARTICLE 3 :** Subdélégation est donnée :

**1) pour la validation des engagements juridiques et signature des bons de commandes dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1**, aux agents dont les noms figurent en annexe 3 pour signer en son nom. La validation électronique a pour conséquence de consommer les autorisations d'engagement et vaut signature des ordonnateurs qui ont délégué la réalisation de leurs actes au service financier chorus ;

**2) pour la validation des demandes de paiement dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1 et les fonds européens**, aux agents dont les noms figurent en annexe 4. La validation de la demande de paiement vaut signature de l'ordonnateur secondaire d'un ordre de payer transmis au comptable ;

**3) pour la saisie des engagements juridiques, la certification du service fait dans**

**Chorus et la saisie de la demande de paiement**, aux agents dont les noms figurent en annexe 5. La certification électronique du service fait, sur la base de la saisie des services prescripteurs entraîne la liquidation de la dépense ;

**4) pour la saisie et la validation des recettes non fiscales dans chorus** aux agents dont les noms figurent en annexe 6.

Cette délégation concerne l'exécution, sous Chorus, des décisions de dépenses et de recettes prises par les services prescripteurs de l'annexe 2.

**ARTICLE 4** : En cas d'urgence, délégation est donnée aux responsables des services prescripteurs précisés en annexe 7 pour signer, passer des commandes et signer des bons de commande hors Chorus et certifier le service fait sur la facture.

**ARTICLE 5** : Les signatures des ordonnateurs secondaires délégués doivent être accréditées auprès du Directeur des Finances Publiques de la Martinique.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté prend effet à compter de ce jour et annule toutes dispositions antérieures.

**ARTICLE 7** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur Régional des Finances Publiques et aux fonctionnaires intéressés, affiché à la préfecture de la Martinique et publié au recueil des actes administratifs.

Fort-de-France, le 5 mars 2013

Le préfet

**Laurent PREVOST**



## Annexe1 : Périmètre d'exécution des dépenses

### Programmes budgétaires

Ministère RPROG	Programme	Description
MAAP	0143	Enseignement technique agricole
MAAP	0154	Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires
MAAP	0206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
MAAP	0215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
MCC	0131	Création
MCC	0175	Patrimoines
MCC	0224	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
MCC	0334	Livre et industries culturelles
MEDDTL	0113	Urbanisme, paysages, eau et biodiversité
MEDDTL	0135	Développement et amélioration de l'offre de logement
MEDDTL	0174	Énergie et après-mines
MEDDTL	0181	Prévention des risques
MEDDTL	0203	Infrastructures et services de transports
MEDDTL	0205	Sécurité et affaires maritimes
MEDDTL	0207	Sécurité et circulation routières
MEDDTL	0217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
MI	0104	Intégration et accès à la nationalité française
MI	0119	Concours financiers aux communes et groupements de communes
MI	0120	Concours financiers aux départements
MI	0121	Concours financiers aux régions
MI	0122	Concours spécifiques et administration
MI	0123	Conditions de vie outre-mer
MI	0128	Coordination des moyens de secours
MI	0138	Emploi outre-mer
MI	0152	Gendarmerie nationale
MI	0161	Intervention des services opérationnels
MI	0162	Interventions territoriales de l'État
MI	0176	Police nationale
MI	0216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
MI	0232	Vie politique, culturelle et associative
MI	0303	Immigration et asile
MI	0307	Administration territoriale
MI	754	Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, la circulation et la sécurité routières
MIDEDUC	172	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (DDRT)

MINFIN	0102	Accès et retour à l'emploi
MINFIN	0103	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
MINFIN	0134	Développement des entreprises et de l'emploi
MINFIN	0148	Fonction publique
MINFIN	0156	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local
MINFIN	0218	Conduite et pilotage des politiques économique et financière
MINFIN	0309	Entretien des bâtiments de l'État
MINFIN	0723	Contribution aux dépenses immobilières : expérimentations Chorus
MINFIN	0743	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions
MINFIN	0833	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes
MSS	0106	Actions en faveur des familles vulnérables
MSS	0124	Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
MSS	0137	Égalité entre les hommes et les femmes
MSS	0147	Politique de la ville
MSS	0157	Handicap et dépendance
MSS	0163	Jeunesse et vie associative
MSS	0177	Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables
MSS	0204	Prévention et sécurité sanitaire
MSS	0219	Sport
MSS	0304	Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales
SPM	0112	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire
SPM	0129	Coordination du travail gouvernemental
SPM	0165	Conseil d'État et autres juridictions administratives
TRAVAIL	0111	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
TRAVAIL	0155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET



Laurent PREVOST

## ANNEXE 2

### Liste des services prescripteurs

Programmes concernés : programmes de l'annexe 1

NOM DU SERVICE	
Services de préfecture	
Préfet	
Secrétariat Général	
Secrétariat Général adjoint	
Cabinet	
Etat Major de Zone Antilles	
Direction des Ressources et de l'Immobilier	
Direction de l'Europe et de l'Aménagement	
Direction des Libertés Publiques	
Direction des Affaires Locales et Interministérielles	
Bureau des Finances Régionales Interministérielles Chorus	
Sous-préfecture du Marin	
Sous-préfecture de Trinité	
Sous-préfecture de Saint-Pierre	
Pôle Chargés de mission + DDRT + Déléguée aux droits de la femme	
Plateforme interministérielle GRH	
Services déconcentrés et autres services	
Direction Régionale des Finances Publiques	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Direction des Entreprises, de la Concurrence, la Consommation du Travail et de l'Emploi	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Direction de la Mer	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Direction des Affaires Culturelles	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Service Administratif et Technique de la Police Nationale	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Autres services de police (DSP, DZPAF, DRRRI, OCRTIS, SRPJ, CRA, CRF...)	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Tribunal administratif	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Base Hélicoptère de Sécurité Civile	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Gendarmerie de Martinique	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
Gendarmerie de Guadeloupe	fixés, le cas échéant, dans les arrêtés de nomination
seuils	

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET

Laurent PRÉVOST

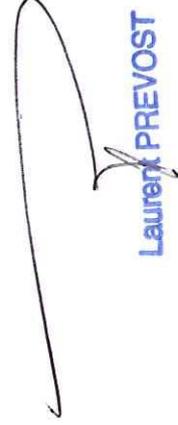
## ANNEXE 3

Annexe 3 – Agents bénéficiaires de la délégation de signature du préfet de la Région Martinique pour signer les actes de validation des engagements juridiques et signer les bons de commandes dans chorus pour les programmes de l'annexe 1

AGENT	Service d'origine	SEUIL
<b>Responsables des engagements juridiques titulaires</b>		
Max RACON	Préfecture	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs
Jean-Philippe PANCRATE	Préfecture	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs
Marie-Solange MEDEUF	DAC	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs
<b>Responsable des engagements juridiques suppléants</b>		
Manuela POLONET	Préfecture	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs
Emile NAUD	DEAL	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs
Erika JEAN-MICHEL	DJSCS	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs
Nathalie CABAS	SAT POLICE	Fixés dans les arrêtés de nomination des directeurs

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET



Laurent PREVOST

## ANNEXE 4

Agents bénéficiaires de la délégation de signature du préfet de la Région Martinique pour les actes de validation des demandes de paiements dans chorus pour les programmes de l'annexe 1 et les fonds européens

AGENT	Service d'origine
<b>Responsables des demandes de paiement titulaires</b>	
Manuela POLONET	Préfecture
Emile NAUD	DEAL
Erika JEAN-MICHEL	DJSCS
Nathalie CABAS	SAT POLICE
<b>Responsable des demandes de paiement juridiques suppléants</b>	
Max RACON	Préfecture
Jean-Philippe PANCRATE	Préfecture
Marie-Solange MEDEUF	DAC
<b>Responsable des demandes de paiement pour les fonds européens</b>	
Manuella POLONET	Préfecture
Max RACON	Préfecture
Jean-Philippe PANCRATE	Préfecture
Erka JEAN-MICHEL	DJSCS
Emile NAUD	DEAL
Nathalie CABAS	SAT POLICE
Marie-Solange MEDEUF	DAC

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET

Lauréat PREVOST

## ANNEXE 5

### Agents habilités par délégation pour saisie des actes de dépenses et certification du service fait dans chorus

Programmes concernés : programmes de l'annexe 1

NOM DE L'AGENT	Service d'origine	Observations
<b>Gestionnaires de dépenses simples et de projets complexes</b>		
Denise RICHOL	DAC	
Eliane LOUISOR	DAAF	
Chantaline RAMY	DAAF	
Pascale KICHENIN	DEAL	
Jean-Pierre SEYMOUR	DEAL	
Jeannie BOUTON	DEAL	
Gisèle SEGUIN-CADICHE	DEAL	
Manuella ALIMELIE-CABIT	DIECCTE	
Marie-Josée BILLAUT	DRFIP	
Albain SMITH	DRFIP	
Sandrine ANTILE	Gendarmerie	
Maite TOUVIN	Gendarmerie	
Marie-Magdeleine MALLER	DJSCS	
Daniel COURJOL	Préfecture	
Maryvonne ETIENNE	Préfecture	
Nicole VICTORIN	Préfecture	
Jean-Luc GERNET	Préfecture	
Louis-Camille FERRATY	Préfecture	
Ghislaine JOYAUX	Préfecture	
Lionel LAVIER	Préfecture	
Marie-Andrée PAVILLA	Préfecture	
Dominique DEAU	SAT Police	
Colette HARDY-DESSOURCES	SAT Police	
Yves AGBESSI	SAT Police	
Josiane CESAR	SAT Police	
Juliette MARY	SAT Police	

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET

Laurent PREVOST

## ANNEXE 6

### Agents habilités par délégation pour saisie des actes de recettes non fiscales dans chorus

Programmes concernés : programmes de l'annexe 1

NOM DE L'AGENT	Service d'origine	Observations
<b>Gestionnaires habilités pour la saisie des recettes</b>		
Chantaline RAMY	DAAF	
Eliane LOUISOR	DAAF	
Gisèle SEGUIN-CADICHE	DEAL	
Jeanie BOUTON	DEAL	
Jean-Pierre SEYMOUR	DEAL	
Pascale KICHENIN	DEAL	
Manuella ALIMELIE-CABIT	DIECCTE	
Denise RICHOL	DAC	
Albain SMITH	DRFIP	
Marie-Josée BILLAUT	DRFIP	
Maite TOUVIN	Gendarmerie	
Sandrine ANTILE	Gendarmerie	
Marie-Magdeleine MALLER	DJSCS	
Daniel COURJOL	Préfecture	
Ghislaine JOYAUX	Préfecture	
Jean-Luc GERNET	Préfecture	
Louis-Camille FERRATY	Préfecture	
Marie-Andrée PAVILLA	Préfecture	
Lionel LAVIER	Préfecture	
Maryvonne ETIENNE	Préfecture	
Nicole VICTORIN	Préfecture	
Colette HARDY-DESSOURCES	SAT Police	
Dominique DEAU	SAT Police	
Josiane CESAR	SAT Police	
Juliette MARY	SAT Police	
Yves AGBESSI	SAT Police	
<b>valideurs habilités pour la validation des recettes</b>		
Erika JEAN-MICHEL	DJSCS	
Jean-Philippe PANCRATE	Préfecture	
Max RACON	Préfecture	
Manuela POLONET	Préfecture	
Emile NAUD	DEAL	
Marie-Solange MEDEUF	DAC	
Nathalie CABAS	SAT Police	

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET

Laurent PREVOST

## ANNEXE 7

### Liste des services prescripteurs autorisés à utiliser la procédure d'urgence pour les commandes

Programmes concernés : programmes de l'annexe 1

NOM DU SERVICE	Services de préfecture	Seuils
Préfet		pas de seuils
Cabinet		pas de seuils
Secrétariat Général		pas de seuils
Etat Major de Zone Antilles		pas de seuils
Bureau des élections et de la réglementation		pas de seuils
Sous-préfecture du Marin		pas de seuils
Sous-préfecture de Trinité		pas de seuils
Sous-préfecture de Saint-Pierre		pas de seuils
Services déconcentrés		
Direction Régionale des Finances Publiques		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Direction des Entreprises, de la Concurrence, la Consommation du Travail et de l'Emploi		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Direction de la Mer		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Direction des Affaires Culturelles		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Direction de l'Environnement et du Logement		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Gendarmerie de Martinique		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Gendarmerie de Guadeloupe		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Service Administratif et Technique de la Police Nationale		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Autres services de police (DDSP, SRPJ, DZPAF, DRRI, OCRTIS, CRA, CRF...)		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Tribunal Administratif		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination
Base Hélicoptère de Sécurité Civile		fixés, le cas échéant dans les arrêtés de nomination

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2013056-0003 du 5 mars 2013

LE PRÉFET

Laurent PREVOST